

M. Tournaud (Création d'un corps de cyclistes et de motocyclistes classés dans la catégorie active) (p. 1122); Article additionnel de *M. Tournaud* (Prime de rendement pour tous les titulaires) [8 mars 1955] (p. 1135); Son article additionnel (Prime de départ pour les mis à la retraite) (p. 1137); le retire (p. 1138); Son article additionnel (Pension proportionnelle, majoration pour enfants) (p. 1138); le retire (p. 1139); Son article additionnel (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit) (p. 1140, 1141, 1151); Son article additionnel (Droits des veufs de femmes fonctionnaires) (p. 1141); Son article additionnel (Communication du bordereau de liquidation) (p. 1142); le retire (ibid); Son article additionnel (Fonctionnaires atteints d'une invalidité permanente partielle résultant du service) (p. 1147); le retire (p. 1148); Etat A, Chap. 31-93 : Sa demande de disjonction (Revalorisation de la fonction publique); Lettre du M.R.P. aux organisations de fonctionnaires (p. 1170, 1171, 1180); Chap. 33-91 : Son amendement indicatif (Services sociaux des ministères) (p. 1183); Art. 31 : Son amendement (Femmes fonctionnaires, pension proportionnelle à jouissance différée) (p. 1184); Son amendement (Substitution, dans certains cas, de la pension d'ancienneté à la pension proportionnelle à jouissance différée) (p. 1184, 1185); Ses explications de vote (p. 1190); de ce projet de loi en 2^e lecture; Art. 61 : Son amendement (Bonification d'ancienneté au profit des fonctionnaires résistants) [1^{er} avril 1955] (p. 2338). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Etat d'urgence en Algérie, enseignement post-scolaire agricole, relèvement du salaire minimum interprofessionnel* [18 mars 1955] (p. 1677). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 : Son amendement (Impôt unique et progressif sur le revenu global des personnes physiques; impôt sur les fortunes) [19 mars 1955] (p. 1748, 1749); Son amendement (Commissions paritaires pour les saisies-exécution) (p. 1758); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Satisfaction aux revendications des fonctionnaires et retraités)* [28 juin 1955] (p. 3391); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Sa question préalable (Décrets du 30 juin sur les*

traitements de la fonction publique; reconduction du budget de 1955) [27 juillet 1955] (p. 4333, 4334); Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 31-11 : *Dépenses dues à la ratification des accords de Londres et de Paris* (p. 4345); CHARGES COMMUNES, Chap. 31-93 : *Sa demande de disjonction (Fonction publique)* (p. 4347); Article additionnel de *M. Barangé* (Délai supplémentaire pour la prise du décret portant réforme organique du budget) (p. 4383); Ses explications de vote (p. 4383, 4384); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 7 : *Etablissement d'un plan de réduction de dépenses* [4 août 1955] (p. 4621); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 7 : *Son amendement (Plafond de dépenses civiles face aux urgences de l'Education nationale)* [5 août 1955] (p. 4670).

LANET (M. Joseph), Député de la Seine, [5^e Circonscription], (U.D.S.R.).

Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.
[Cabinet MENDÈS-FRANCE]
du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [9 août 1951] (**F. n° 20**); de la Commission de la presse [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [22 mars 1955] (**F. n° 513**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [24 juillet 1951] (**F. n° 11**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives à la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents [22 août 1951] (**F. n° 24**).

Dépôts :

Le 8 novembre 1954, une proposition de loi tendant à placer les agents supérieurs dans un cadre latéral d'administrateurs civils, **n° 1445**.
— Le 8 avril 1952, une proposition de loi por-

FRANÇAISE, Art. 4 : *Son amendement tendant à développer plus vite le réseau français de télévision* [15 novembre 1952] (p. 5223). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à substituer le débat sur l'amnistie à celui sur l'aide au cinéma* [27 janvier 1953] (p. 491, 492). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés financières des producteurs de film, l'avidité du fisc, les procédés antiéconomiques de l'industrie du film, les abus de la loi d'aide de 1948, la diminution de l'engouement du public)* [6 février 1953] (p. 1025 et suiv.) ; *Discussion générale (Ses observations sur les vérités contenues dans son rapport, les producteurs malhonnêtes et les autres)* [19 février 1953] (p. 1173) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à concourir à l'exécution de travaux dans les salles de spectacles* (p. 1176) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à instituer la taxe spéciale pour trois ans seulement* (p. 1178) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à n'instituer la taxe prévue que pour trois ans* (p. 1180) ; le retire (ibid) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à la composition du conseil de gestion du fonds de développement* (p. 1182) ; *Son amendement relatif au contrôle des opérations comptables* (p. 1184) ; le retire (ibid) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à calculer le concours financier d'après les recettes métropolitaines du film intéressé* (p. 1185, 1186) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des acomptes sur l'aide financière en faveur des producteurs* [29 février 1953] (p. 1209) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la composition du jury de sélection des films de qualité* (p. 1210) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1212, 1213) ; Art. 13 : *Son amendement relatif à l'établissement d'un rapport par un expert comptable* (p. 1214) ; *Son amendement tendant à faire établir un certificat de nationalité du film par l'expert comptable* (p. 1218) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à exiger un devis détaillé avec le plan de financement* (p. 1219) ; *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à ne pas exiger la justification d'un apport personnel du producteur d'au moins 20 0/0 du devis* (p. 1219, 1220) ; *Son*

amendement tendant à n'exiger du producteur que, soit un apport personnel de 10 0/0 du devis, soit une caution de 20 0/0 du devis (p. 1220) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer la référence des inscriptions au registre public de la cinématographie* (p. 1220) ; *Son amendement tendant à exiger des producteurs le plan de délégation des recettes et les contrats d'assurances des risques courus* (p. 1220) ; *Amendement de M. M. Grimaud tendant à supprimer l'alinéa relatif aux associations de producteurs* (p. 1239) ; Art. 16 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à supprimer l'alinéa interdisant des attributions de fonds supplémentaires en cas de dépassement de devis* (p. 1241) ; Art. 17 : *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer l'article* (p. 1242) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au mode de contrôle du paiement* (p. 1243) ; Art. 22 : *Amendement de M. M. Grimaud relatif au cas des producteurs en faillite* (p. 1245) ; suite du débat (p. 1245) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer les dérogations prévues* [26 février 1953] (p. 1391) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à permettre aux petits exploitants de grouper leurs droits à une aide financière* (p. 1394) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à financer les travaux d'amélioration technique, embellissement et création de nouveaux cinémas en France et à l'étranger* (p. 1398) ; *Son amendement tendant à favoriser les exploitants sinistrés par faits de guerre* (p. 1398, 1399) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à ne pas financer sur vue d'un simple devis de travaux* (p. 1400) ; le retire (ibid) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à aider les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieurs ont été tournées en studio* (p. 1401, 1402) ; *Son amendement tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio* [27 février 1953] (p. 1477, 1478) ; *Son amendement tendant à prévoir un avis conforme de la Commission de la presse de l'Assemblée* (p. 1478) ; le retire (ibid) ; Art. 31 : *Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/0 le taux de la subvention pour la presse filmée* (p. 1478) ; *Amendement de M. Corniglion-Molinier relatif aux modalités de la répartition des fonds entre les éditeurs de journaux filmés* (p. 1480, 1481) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à réduire à 2 0/0 le prélèvement sur les recettes réalisées à l'étranger* (p. 1482) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Amendements de*

M. Bichet tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français (p. 1483); Art. 36 : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe* (p. 1487, 1488); Art. 38 : *Son amendement tendant à faire approuver par la Commission de la presse les décrets d'application* (p. 1488); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1494, 1495); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : *Subventions à la presse filmée: Amendement de M. de Léotard tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République maintenant les subventions jusqu'à promulgation du statut de la presse filmée (Réorganisation nécessaire de la presse filmée, ses erreurs parfois, coordination à réaliser avec la télévision, deux ans maximum pour les subventions)* [24 juillet 1953] (p. 3897); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Problèmes restant à étudier, notamment celui des relations avec la Télévision)* (p. 3899); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; en qualité de *Rapporteur* [20 février 1953] (p. 1236); Article unique : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à prévoir une représentation de chaque tendance et chaque catégorie* (p. 1236); *Amendement de M. Coudert tendant à représenter les deux rameaux de la Fédération nationale de la presse* (p. 1237). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt (Ses observations sur l'absence d'une majorité stable pour soutenir le programme de M. Bidault)* [10 juin 1953] (p. 3015, 3016); — à la discussion d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953; Article unique : *Substitution de la date du 31 décembre 1953 à celle du 15 juillet 1953*; *Amendement de M. Klock permettant au bénéficiaire de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (Réponse à M. H. J. Grimaud, proposition valable et opportune)* [9 juillet 1953] (p. 3415). — Dépose une demande d'interpellation : sur les buts de guerre de la France en Indochine, et la politique envisagée après le vote par le Congrès national de Saïgon d'une motion rejetant la participation à l'Union française [20 octobre 1953] (p. 4393); la développe : *Alternative posée par M. Mendès-France en 1950 (Effort de guerre massif ou négociations*

directes), solution tierce (Bao Daï) choisie à l'époque, surenchère nationaliste fatale, aboutissant au Congrès de Saïgon, refus d'une prétendue vocation de croisade de la France, devoir du Gouvernement de prendre position (par un ordre du jour) [27 octobre 1953] (p. 4561, 4562); — sur la gestion scandaleuse de la S.N.E.P. [23 octobre 1953] (p. 4530). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification du vote de M. Mitterrand sur l'ordre du jour clôturant le débat sur l'Indochine* [29 octobre 1953] (p. 4639, 4640). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Demande de suspension de séance de M. July (Délibérations du Gouvernement trop longues)* [24 novembre 1953] (p. 5517); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE** : *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6783); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe sur les bouilleurs de cru* (p. 6789); **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE**, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Développement de la télévision)* [31 décembre 1953] (p. 7238); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. de Sesmaisons* [9 mars 1954] (p. 774); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES**, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractères industriels et commerciaux des services des poudres et essences* [16 mars 1954] (p. 903, 904); **SECTION MARINE**, Etat A, Chap. 31-33 : *Son amendement (Réduction d'activité de l'arsenal de Diego-Suarez)* [19 mars 1954] (p. 1104); **SECTION ESSENCES ET POUDRES**, Etat D, Chap. 99-00 : *Amendement de M. Maurellet (Crédits demandés pour les dépôts du Nord-Est et pour la construction de réservoirs à Casablanca)* (p. 1110). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Sort de la garnison de Dien Bien Phu, conférence de Genève)* [6 mai 1954] (p. 2153). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Son amendement (Dévolution des biens*

de presse aux sociétés créées depuis le 1^{er} janvier 1953) [7 mai 1954] (p. 2219, 2220) ; Amendement de M. Badie (*Extension du bénéfice de la loi au journal constitué par un ancien déporté ou un résistant ; journaux de l'Hérault au moment de la libération*) (p. 2224, 2225) ; — d'une proposition de résolution relative au Règlement de l'Assemblée. Art 2 : *Réunion de la Conférence des présidents, discussion de ses propositions* [21 mai 1954] (p. 2645). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Gau relative à l'éducation de la jeunesse [9 juillet 1954] (p. 3384) ; — de M. Sibué relative au certificat d'études complémentaires commerciales [13 août 1954] (p. 4185) ; — de Mlle Marzin relative à l'insuffisance des locaux de l'enseignement technique dans la région parisienne [19 novembre 1954] (p. 5207, 5208) ; — de Mlle Marzin relative au collège technique Elisa Lemonnier [26 novembre 1954] (p. 5462) ; — de Mlle Marzin relative au centre d'apprentissage féminin de la métallurgie [26 novembre 1954] (p. 5462, 5463). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Evolution de l'enseignement technique, taxe d'apprentissage, orientation professionnelle, comité interministériel de formation professionnelle, éducation physique obligatoire, « classes de neige », fonds d'équipement sportif de la nation et paris sportifs, contrôle médical sportif, jeux de l'Union française, colonies de vacances* [13 décembre 1954] (p. 6261 à 6267, 6274) ; Etat A, Chap. 31-44, 31-45, 31-51, 31-52 relatifs à l'enseignement technique : *Sa demande tendant à réserver ces chapitres* (p. 6275) ; Chap. 34-42 : *Taxe d'apprentissage* (p. 6275) ; Chap. 34-51 : *Demande de disjonction de Mme Lempereur (Durée des stages de formation de moniteur de colonies de vacances)* (p. 6275) ; Chap. 34-52 : *Jeunesse et sports, matériel, sa demande de réserver le chapitre* (p. 6276) ; Chap. 34-53 : *Amendement indicatif de M. Thamier (Rééducation physique, contrôle médical des boxeurs)* (p. 6277) ; Chap. 35-41 : *Travaux d'entretien des centres d'apprentissage* (p. 6277) ; Amendement de Mme de Lipkowski (*Manque d'établissements techniques et recrutement des maîtres*) (p. 6278) ; Amendement de M. de Villeneuve

(*Développement de l'enseignement technique dans les départements d'outre-mer*) (p. 6278) ; Chap. 35-51 : *Amendement indicatif de M. Thamier (Entretien des stades, piscines, auberges de la jeunesse)* (p. 6279) ; Chap. 36-43 : *Subvention à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique* (p. 6280) ; Chap. 36-45 : *Demande de réserve de Mlle Dienesch (Augmentation des crédits accordés aux chambres de commerce faisant fonctionner des cours d'apprentissage ; Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis)* (p. 6281) ; Chap. 36-51 : *Amendement de M. de Villeneuve (Développement des sports à la Réunion)* (p. 6282) ; Chap. 43-41 : *Bourses de l'enseignement technique, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 6282) ; Chap. 43-52 : *Subventions aux organisations groupant un grand nombre d'enfants « Cours vaillants »* (p. 6283, 6284) ; Chap. 43-53 : *Subventions en faveur de l'athlétisme, préparation des jeux olympiques, billets collectifs, statut du sport professionnel, congés culturels, activité politique de certains groupements sportifs* [14 décembre 1954] (p. 6292 et suiv.) ; Chap. 43-54 : *Auberges de la jeunesse, ciné-clubs* (p. 6295) ; Etat B, Chap. 56-40 : *Développement de l'enseignement technique dans les départements d'outre-mer, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 6297) ; Chap. 56-45 : *Demandes de disjonction de MM. Faraud, Thamier et Mme Lempereur (Equipe de l'enseignement technique afin d'assurer la prochaine rentrée* (p. 6297) ; Etat B, Chap. 56-50 : *Etablissements d'éducation physique et sportive* (p. 6299) ; Chap. 66-40 : *Amendement indicatif de M. Gaston Palewski (Réalisation à Noisy-le-Sec d'un collège technique)* (p. 6300) ; *Déroulement du débat* (p. 6301) ; Etat A, Chap. 31-44 : *Etablissements publics d'enseignement technique* (p. 6323 et suiv.) ; Chap. 31-45 : *Demande de disjonction de M. Boutavant (Indemnité des directeurs de centres d'apprentissage)* (p. 6326) ; Chap. 31-51 : *Amendement indicatif de M. Thamier (Statut des maîtres d'éducation physique)* (p. 6326) ; Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances* (p. 6328) ; Etat B, Chap. 56-40 : *Etablissements nationaux et services extérieurs de l'enseignement technique (Ecole de radioélectricité de Clichy)* (p. 6337) ; Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports, demande de disjonction de M. Gabriel Paul* (p. 6337). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à*

l'Enseignement technique à la Jeunesse et aux Sports (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Jeunesse et équipement sportif* [25 mai 1955] (p. 3021) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 35 : *Mainmise des marchands d'alcool sur les manifestations sportives, responsabilité de l'Etat* [9 novembre 1955] (p. 5586). = S'excuse de son absence [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896), [15 mars 1955] (p. 1398). = Obtient des congés [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896) [15 mars 1955] (p. 1398).

LANIEL (M. Joseph), *Député du Calvados* (R.I.).

Ministre des P.T.T.

(Cabinet PLEVEN).

du 11 août 1951 au 4 octobre 1951,

Ministre d'Etat.

(Cabinet PLEVEN).

du 4 octobre 1951 au 20 janvier 1952.

Ministre d'Etat.

(Cabinet Edgar FAURE).

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Président du Conseil.

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer d'une manière uniforme, au 31 décembre

1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance ; 2° à fixer au 31 mars 1952 la date extrême à laquelle devront être prises et publiées au *Journal officiel* les décisions consécutives à ces propositions, **n° 647**. — Le 21 septembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, **n° 1188**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer définitivement la taxe à la production sur les aliments pour le bétail et les animaux de basse-cour, **n° 4100**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi modifiant la répartition des sièges des membres du Conseil de la République, **n° 9996**.

Interventions :

Est nommé : *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747) ; — *Ministre d'Etat* (cabinet Pleven) [4 octobre 1951] (*J.O.* du 5 octobre 1951, p. 10139).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat de politique étrangère*) [13 novembre 1951] (p. 7941, 7942). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre d'Etat* (cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [29 février 1952] (p. 1160). — Est désigné comme *Président du Conseil* [26 juin 1953] (p. 3150) ; et demande la convocation de l'Assemblée nationale pour le 26 juin 1953 (p. 3150). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement ; Brève mention de son dévouement présent et passé aux institutions républicaines ; Nécessité d'un gouvernement capable d'agir ; Ses observations sur la fidélité à l'alliance atlantique, l'armée européenne (Examen ajourné), l'éventualité d'une conférence à quatre, la guerre d'Indochine (Négociations envisagées), la Tunisie (Autonomie interne), la France d'outre-mer ; Sur le problème des avances de la Banque de France (Amortissement garanti et « ressources nécessaires dégagées ») ; Sur les modalités d'une politique d'économies (Non forfaitaires) ; sur la « sclérose des structures économiques » et l'équi-*